



HAL
open science

Mobilisations pour Gaza : sur les campus américains, où en est la liberté de manifester ?

Alessia Lefébure

► **To cite this version:**

Alessia Lefébure. Mobilisations pour Gaza : sur les campus américains, où en est la liberté de manifester ?. 2024. hal-04792160

HAL Id: hal-04792160

<https://hal.science/hal-04792160v1>

Submitted on 19 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mobilisations pour Gaza : sur les campus américains, où en est la liberté de manifester ?

Publié : 14 mai 2024, 16:59 CEST



Des manifestants pro-palestiniens descendent dans la rue près des bureaux administratifs de l'Université George Washington le 9 mai 2024. KENT NISHIMURA/GETTY IMAGES NORTH AMERICA/Getty Images via AFP

- Partager par e-mail
- X (anciennement Twitter)
- Facebook
- LinkedIn
- Imprimer

Depuis la mi-avril, plusieurs dizaines de campus américains sont occupés par leurs étudiants au nom de la défense des populations civiles de Gaza et de la condamnation du soutien militaire et financier des États-Unis à Israël. Pour de nombreux observateurs, l'ampleur de ce mouvement rappelle les manifestations contre la guerre du Vietnam et le racisme des années 1960, ainsi que le mouvement anti-apartheid des années 1980, qui avait contribué à isoler l'Afrique du Sud sur la scène internationale.

Dépasant, comme autrefois, les frontières américaines, l'action des étudiants de 2024 semble motivée par une indignation morale similaire. Cependant, dans l'Amérique contemporaine, la tolérance de l'administration envers la dissidence semble décliner dans toutes les universités, privées comme publiques.

La liberté de manifester des étudiants est garantie constitutionnellement aux États-Unis, depuis presque autant de temps qu'en France. Issue de la Révolution française, cette liberté fut en effet proclamée par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 dans son article 11. Aux États-Unis, son fondement juridique est le premier amendement de la Constitution américaine de 1791, celui qui garantit la liberté d'expression et d'information, principe fondateur de l'identité nationale, contre toute restriction, notamment venant du pouvoir politique.

Dans les deux pays, les étudiants jouissent ainsi du droit à l'expression et à l'information, dans le respect de l'équilibre nécessaire entre la préservation des activités académiques et le maintien de l'ordre public. Que ce soit à San Diego ou à Paris, l'intervention policière sur le campus ne peut avoir lieu qu'à la demande ou avec l'autorisation préalable du président de l'université.

Sur les campus américains, un appel aux forces de l'ordre controversé

Lors des récents affrontements survenus à Columbia et à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA), c'est précisément à l'initiative des présidents des établissements que la police est intervenue. Le principe général de responsabilité des présidents d'université demeure similaire en France et aux États-Unis. Néanmoins, la crise qui secoue les campus américains met en lumière des enjeux spécifiques pour la gouvernance universitaire, à court et à long terme.

Pour avoir qualifié une manifestation, initialement pacifique, de « danger clair et immédiat pour le fonctionnement substantiel de l'université », la présidente de Columbia, Minouche Shafik, a été critiquée par une grande partie de la faculté. Sa déclaration a entraîné l'arrestation de plus de 100 étudiants par le NYPD, le service de police de la ville de New York, ainsi que des suspensions de cours pour une partie des jeunes concernés. D'autres mesures ont suivi, telles que le passage des cours en modalité distancielle et l'annulation de la traditionnelle cérémonie de remise des diplômes.

États-Unis : les manifestations pro-palestiniennes gagnent de nouveaux campus (France 24, avril 2024).

La décision de faire appel aux forces de l'ordre est survenue à la suite d'une audition parlementaire au cours de laquelle la présidente de Columbia a été violemment attaquée par l'élue républicaine de l'État de New York Elise Stefanik, qui est actuellement l'un des principaux soutiens de Donald Trump dans la campagne présidentielle.

L'audition s'inscrivait dans un contexte déjà sensible. Depuis le 7 octobre 2023, les manifestations étudiantes, les sit-in et les appels au boycott d'Israël et de ses partenaires économiques et militaires ont amené plusieurs présidents et présidentes d'université à comparaître devant le Congrès. N'ayant pas réussi à convaincre de la pertinence de leurs actions en défense de la liberté académique et d'expression, certaines, comme la présidente de Harvard et celle de l'Université de Pennsylvanie, ont été contraintes à la démission suite à des accusations d'antisémitisme. Pour ne pas subir le même sort et démontrer qu'elle ne discriminait pas les étudiants juifs, la présidente de Columbia a donc décidé de faire appel à la police pour déloger la centaine d'étudiants qui occupaient pacifiquement la pelouse centrale du campus de Morningside, à Manhattan.

Une intervention policière d'une telle ampleur n'avait pas eu lieu à Columbia depuis mai 1968, ce qui a profondément choqué les étudiants ainsi que le corps enseignant, attaché à l'indépendance académique et à la liberté d'expression. Les professeurs membres de l'Association américaine des professeurs d'université (AAUP), toutes confessions et ethnies confondues, ont appelé le 2 mai à un vote de défiance contre la présidente Shafik.

Fortement médiatisée, Columbia n'est pas un cas unique. Dans une lettre ouverte adressée le 29 avril à tous les présidents des universités du pays, l'ACLU (Union américaine pour les libertés civiles) a cru utile de rappeler quelques lignes directrices pour garantir la liberté d'expression et académique tout en luttant contre les discriminations et les perturbations : éviter de sanctionner ou censurer des points de vue spécifiques, protéger les étudiants contre le harcèlement discriminatoire et la violence, permettre aux étudiants de s'exprimer sur le campus, reconnaître que la présence de la police armée sur le campus peut mettre les étudiants en danger et ne peut être qu'un dernier recours, enfin résister aux pressions politiques qui cherchent à instrumentaliser les tensions universitaires.

Des présidents d'universités soumis aux exigences fédérales et à la pression des donateurs

Aux États-Unis, les universités jouissent d'une très grande liberté académique. Dans ce cadre, elles peuvent prendre des positions politiques voire, sur le plan institutionnel, s'engager dans des boycotts et des désinvestissements spécifiques. Comme tous les établissements recevant des subventions publiques fédérales, elles doivent respecter la « non-discrimination sur la base de la race, des opinions politiques ou de la religion », comme le stipule le Titre VI du Civil Rights Act de 1964. La violation de cette législation antidiscriminatoire peut entraîner une coupure des fonds par le Congrès, ce qui représente une sanction financièrement significative. La crainte de perdre ces financements peut avoir motivé les arbitrages en faveur de la répression.

L'exemple de Columbia est, une fois de plus, éclairant. Pour expliquer les fondements de sa décision de solliciter l'intervention policière, la présidente Shafik, dans une déclaration publiée le 29 avril, invoque la sécurité physique de tous les membres de la communauté universitaire, notamment celle des étudiants et des professeurs juifs, la nécessité de respecter les droits de chacun à s'exprimer, la condamnation de la haine, du harcèlement, de la discrimination, notamment des propos et des actes antisémites.

Dans l'Amérique d'aujourd'hui, les présidents d'université sont soumis à une double contrainte : ils doivent répondre aux exigences du gouvernement fédéral pour maintenir le financement, tout en satisfaisant les donateurs, qui pourraient se désengager des institutions perçues comme antisémites ou xénophobes. Cette position est d'autant plus délicate que toute maladresse est immédiatement amplifiée par les réseaux sociaux.

À lire aussi : Quand le conflit israélo-palestinien déborde sur les campus américains

L'importance de l'argent dans le maintien du prestige et de l'excellence scientifique des universités américaines n'est pas nouvelle. L'écrivaine, militante et intellectuelle afro-américaine bell hooks l'évoque dans les souvenirs de ses années d'études à l'université Stanford dans les années 1970 :

« Stanford était un endroit où l'on pouvait apprendre ce qu'était la classe sociale dès le départ. On parlait de classe en coulisses. Les fils et filles des familles riches, célèbres ou notoires, étaient identifiés. Les adultes qui s'occupaient de nous étaient toujours à l'affût d'une famille qui pourrait donner ses millions à l'université. »

Au-delà des récents événements et du contexte électoral, la prudence des présidents et de l'administration reflète une tendance de fond dans l'évolution de l'enseignement supérieur américain et de son modèle économique. Les universités, tant privées que publiques, dépendent désormais plus des frais de scolarité et de la générosité des donateurs individuels que des financements publics. Les controverses liées à la liberté d'expression sur le campus peuvent sérieusement ternir la réputation des universités les plus anciennes et prestigieuses, affectant ainsi leurs capacités de financement.

À lire aussi : La liberté académique des enseignants est-elle en danger sur les campus américains ?

Comme ce fut le cas lors des mobilisations dans les campus américains au cours des deux dernières décennies, sur des sujets tels que la *cancel culture*, le désinvestissement des fonds de dotation universitaires dans les énergies fossiles, ainsi que lors de l'émergence du mouvement « Black Lives Matter », tous les débats récents sur la liberté d'expression dans les campus américains évoquent des préoccupations profondes quant à l'indépendance académique et à la manière de gérer les attentes des donateurs sans sacrifier ce principe. L'équilibre entre les deux est essentiel pour préserver la capacité des universités à mener des recherches et à enseigner de manière critique.

À plus court terme, les présidents et les administrations font également les frais du climat de fortes tensions politiques et sociales, exacerbées par le contexte électoral. L'instrumentalisation politique des manifestations universitaires est une tentation évidente pour les conservateurs américains qui dénoncent régulièrement la « cancel culture » et le « wokisme ».

France et États-Unis : des modèles de gouvernance différents

Comparativement à la situation aux États-Unis, le paysage universitaire français est marqué par une moindre médiatisation et une dépendance économique différente, avec un financement de l'enseignement supérieur principalement issu de l'État. La philanthropie fondée sur le mécénat, les dons des particuliers et les fondations représentent encore une part modeste des ressources des universités et des établissements français.

Par ailleurs, les présidents d'université en France sont élus à la majorité absolue des membres du conseil d'administration, et pour un mandat de cinq ans. Cette modalité leur offre une certaine protection contre les exigences des financeurs comparativement à leurs homologues américains.

À Paris, la Sorbonne fermée après une manifestation et un campement en soutien à la Palestine (Le Huffington Post, avril 2024)

Ces différences de modèle économique et de gouvernance mettent en exergue la vulnérabilité du modèle des grandes universités de recherche américaines face aux pressions externes.

Politiques et donateurs oublient souvent que les universités sont des lieux qui, par le développement de l'esprit critique, préparent les étudiants à adopter, si nécessaire, une attitude politique oppositionnelle.

S'exprimant dans les pages de la revue *The New Yorker*, l'écrivaine britannique Zadie Smith observait à propos des *occupations de campus* qu'« une partie du sens de toute manifestation étudiante réside dans la manière dont elle offre aux jeunes l'opportunité de défendre un principe éthique tout en restant, comparativement parlant, une force plus rationnelle que les responsables, supposément rationnels ».

Les événements récents rappellent l'importance cruciale du dialogue respectueux et de la garantie de la liberté d'expression, même pour les points de vue les plus discordants. Dans le cas américain, la répression et le silence imposé aux voix dissidentes n'ont fait qu'alimenter le ressentiment et la frustration, conduisant parfois à la violence verbale et physique. L'éducation à l'expression d'une pensée critique semble aujourd'hui plus que jamais fondamentale au développement de citoyens engagés et conscients des enjeux de nos démocraties.

États-Unis universités enseignement supérieur étudiants liberté d'expression France Gaza mobilisation

cancel culture « Dans la classe » conflit israélo-palestinien

Notre audience Vous voulez écrire ? Le réseau global The Conversation a une audience mensuelle de 18 millions de lecteurs et une audience globale de 42 millions à travers les republications sous la licence Creative Commons. Ecrivez, partagez et rejoignez une communauté de plus de 194 200 universitaires et chercheurs de 5 087 institutions.

Enregistrez-vous maintenant